

Résumé

Rentabilité de l'investissement dans les compétences

Coûts économiques et sociaux des faibles niveaux de compétences parmi les adultes dans l'Union européenne



Cette publication est
téléchargeable (en anglais
uniquement) à l'adresse
suivante:
[www.cedefop.europa.eu/en/
publications-and-resources/
publications/5560](http://www.cedefop.europa.eu/en/publications-and-resources/publications/5560)

Les économies européennes se sont à divers degrés relevées de la crise économique et financière de 2008, mais les effets sur la dynamique du marché du travail dans de nombreux États membres de l'Union européenne (UE) se sont avérés profonds et durables. La persistance du manque de perspectives d'emploi, tout particulièrement parmi les jeunes et les individus peu qualifiés, pourrait avoir de graves conséquences à long terme. L'exclusion sociale croissante, le décrochage du marché du travail et la sous-utilisation des ressources humaines pourraient entraîner un ralentissement permanent de la croissance. Plus généralement, le développement et l'entretien de compétences de haut niveau parmi les actifs sont essentiels pour garantir que l'Europe demeure compétitive et innovante dans un contexte exacerbé de concurrence mondiale, d'évolution rapide des besoins du marché du travail et de défis démographiques.

Les décideurs politiques reconnaissent depuis longtemps l'importance d'un capital humain qualifié pour le développement économique et social et la vulnérabilité des individus peu qualifiés fait l'objet d'un large consensus. L'Europe a désormais inscrit le problème des faibles niveaux de compétences en tête de ses priorités: la *Nouvelle stratégie en matière de compétences pour l'Europe* comporte une action spécifique («Parcours de renforcement des compétences:

de nouvelles perspectives pour les adultes») visant à aider les États membres à garantir que chaque citoyen européen acquière le niveau minimal de compétences nécessaire pour exercer pleinement ses talents et réaliser tout son potentiel.

La publication du Cedefop *Investing in skills pays off: the economic and social cost of low-skilled adults in the EU* [Rentabilité de l'investissement dans les compétences: coûts économiques et sociaux des faibles niveaux de compétences parmi les adultes dans l'UE] a pour objet de fournir des éléments détaillés et solides sur les adultes peu qualifiés dans l'UE, leur nombre et leurs caractéristiques, ainsi que les coûts économiques et sociaux qui en découlent. Pour une intervention publique cohérente dans ce domaine, et pour élaborer et mettre en œuvre des politiques efficaces destinées à ce groupe spécifique, il est essentiel de prendre toute la mesure des avantages qu'il y a à mettre à jour les compétences des individus grâce à l'éducation des adultes et à l'apprentissage tout au long de la vie.

FAIBLE NIVEAU DE COMPÉTENCES: DÉFIS CONCEPTUELS ET PROBLÈMES DE MESURE

Jusqu'ici, la condition de «personne ayant un faible niveau de compétences» ou «personne peu qualifiée» sur le marché du travail a été essentiellement analysée à l'aune du niveau d'éducation atteint⁽¹⁾. Cependant, beaucoup estiment que cette définition simplifie à l'excès le concept, dès lors qu'elle ne prend pas en compte les différents types de compétences et d'aptitudes, ni les divers facteurs de risque:

- chômage de longue durée et/ou décrochage du marché du travail;
- obsolescence des compétences due au vieillissement, aux évolutions technologiques, aux changements dans les processus de production et/ou l'organisation du travail;
- décalage entre profil de compétences professionnelles et évolution de la demande de compétences sur le marché du travail;
- facteurs socio-économiques, tels que l'origine immigrante ou le sexe.

En outre, une conceptualisation trop étroite du faible niveau de compétences ne prend pas en compte le rôle des aptitudes et compétences acquises hors des contextes d'apprentissage formels, comme les actions de formation, l'apprentissage informel et l'expérience professionnelle.

Dès lors, le faible niveau de compétences doit être conceptualisé en tant que condition

multidimensionnelle et dynamique qui, au-delà du niveau d'éducation atteint, appréhende à la fois les déterminants et les conséquences de cette condition. Le concept doit aussi intégrer une typologie plus large des individus peu qualifiés, comme ceux dont les compétences sont obsolètes ou inadéquates.

COMPRENDRE LES FAIBLES NIVEAUX DE COMPÉTENCES ET LES TENDANCES DANS L'UE

À cours des dernières décennies, l'UE a connu une élévation notable des niveaux d'éducation atteints, en particulier parmi les jeunes générations. En 2015, la proportion d'adultes peu qualifiés a été ramenée à 23,5 % et le Cedefop prévoit qu'elle ne sera plus que de 14,7 % en 2025. Parmi les actifs, la proportion d'adultes peu qualifiés devrait diminuer de 33 % entre 2015 et 2025, en dépit d'une population active totale plus ou moins stable au cours de la même période.

En 2005, malgré cette tendance de long terme, l'Europe comptait encore un adulte de 25 à 64 ans sur quatre peu qualifié (soit quelque 64 millions d'adultes). Les données du PIAAC (Programme pour l'évaluation des compétences des adultes) montrent également que la part de la population active possédant de faibles compétences cognitives en littératie et numératie est de 18 % et 20 % respectivement⁽²⁾, avec une prévalence de faibles scores de compétences dans ces domaines supérieure parmi les individus peu qualifiés que parmi les individus moyennement ou hautement qualifiés. Cela étant, les données montrent aussi que le niveau d'éducation ne suffit pas pour expliquer les compétences des adultes. En moyenne, les individus dont le niveau d'éducation est inférieur au 2nd cycle du secondaire⁽³⁾ sont 33 % à afficher de faibles compétences en littératie et 38 % en numératie. Même parmi les individus ayant un niveau d'éducation

(1) Sont communément définis comme «ayant un faible niveau de compétences», ou «peu qualifiés», les individus dont le niveau d'éducation ne dépasse pas le 1er cycle du secondaire, ce qui correspond aux niveaux 0 à 2 et [dans la CITE 1997, NdT] 3C court de la CITE (Classification internationale type de l'éducation).

(2) Cette évaluation de l'OCDE est conduite dans 17 États membres: Allemagne, Autriche, Belgique (Communauté flamande), Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, France, Finlande, Irlande, Italie, Pays-Bas, Pologne, République tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie et Suède, (données sur Chypre non disponibles pour notre analyse).

(3) Individus âgés de 16 à 64 ans.

plus élevé, 5 % affichent de faibles compétences en littératie et 6 % en numération.

La littérature fait largement état de retombées positives de l'éducation sur le marché du travail. En règle générale, les individus ayant achevé au moins le secondaire supérieur sont plus susceptibles de participer au marché du travail, moins exposés au chômage et souvent mieux rémunérés que ceux qui possèdent un plus faible niveau d'éducation.

En 2015, seuls 63,6 % des adultes peu qualifiés participaient activement au marché du travail, contre 79,9 % des individus possédant un niveau moyen d'éducation et 88,8 % des diplômés de l'enseignement supérieur. Les données d'Eurostat suggèrent que les adultes ayant un faible niveau d'éducation sont plus susceptibles de devenir «travailleurs découragés»⁽⁴⁾ que les plus éduqués, ce qui les éloigne du marché du travail et les expose à l'exclusion sociale.

Outre ses effets positifs sur la participation au marché du travail, l'éducation semble préserver du chômage. Le taux de chômage est en effet beaucoup plus élevé parmi les individus ayant un faible niveau d'éducation, et ce dans les 28 États membres de l'UE: 16,3 %, contre 5,2 % parmi les diplômés de l'enseignement supérieur.

La récente crise économique a encore aggravé la vulnérabilité des adultes peu qualifiés sur le marché du travail. Entre 2007 et 2015, leur taux d'emploi dans les 28 États membres est passé de 57,1 % à 53,2 %, alors que ce recul n'a été que de 1,1 % parmi les individus ayant un niveau d'éducation élevé (de 85,2 % à 84,1 %). La récession économique a entraîné une hausse du chômage à tous les niveaux d'éducation, mais elle a eu des effets particulièrement négatifs pour les adultes peu qualifiés, dont le taux de chômage moyen est passé de 9,2 % en 2007 à 16,3 % en 2015.

Lorsqu'ils sont en emploi, les adultes peu qualifiés sont également plus susceptibles d'occuper un poste peu qualifié. Les données du PIAAC montrent que, parmi les actifs occupant un emploi peu qualifié, 35 % ont un faible niveau de compétences en littératie et 40 % en numération. Cette faible maîtrise de la littératie et de la numération est aussi très prévalente dans les emplois manuels semi-qualifiés, en particulier en Espagne, France et Italie, où plus de 30 % des travailleurs affichent de faibles scores en compétences cognitives. L'analyse des données EU-SILC 2011 (statistiques communautaires sur le revenu et les conditions de vie) indique que les adultes ayant un faible niveau d'éducation sont

plus susceptibles d'être cantonnés à des emplois peu qualifiés: en règle générale, les adultes peu qualifiés, quel que soit leur âge, sont plus exposés à stagner dans des emplois peu qualifiés et la mobilité professionnelle tend à décroître avec l'âge.

Les travailleurs peu qualifiés et/ou occupant des postes peu qualifiés sont aussi plus exposés à l'emploi précaire que leurs homologues plus qualifiés. Ils sont plus nombreux que les travailleurs ayant un niveau d'éducation moyen ou élevé à exercer un emploi indépendant ou sous contrat temporaire. En règle générale, les emplois peu qualifiés offrent de moins bonnes conditions de travail⁽⁵⁾ que les emplois moyennement ou hautement qualifiés. Dans les emplois peu qualifiés, les travailleurs se déclarent moins satisfaits de leur rémunération et de leurs perspectives de carrière, perçoivent moins de suppléments de salaire, de primes de performance et autres avantages extra-salariaux et sont plus nombreux à exercer un travail dangereux et plus accidentogène.

Bien que les individus peu qualifiés aient les plus forts besoins d'éducation, de formation et de perfectionnement professionnel, les données empiriques montrent qu'ils sont moins susceptibles de participer à des activités d'apprentissage. Les résultats de l'enquête sur l'éducation des adultes comme ceux du PIAAC mettent en évidence une participation inégale à ces activités, ainsi que d'importantes disparités dans les taux de participation des différentes catégories d'adultes à l'apprentissage tout au long de la vie.

Les tendances de faibles niveaux de compétences parmi les adultes varient fortement d'un État membre à l'autre. Un consensus s'est instauré dans la littérature sur le poids des structures institutionnelles et des politiques dans l'explication de ces écarts entre pays. La recherche empirique sur les moyens d'améliorer la situation sur le marché du travail des personnes peu qualifiées a identifié deux grandes lignes d'action politiques:

(a) mesures correctives destinées à la population actuelle d'adultes peu qualifiés;

⁽⁴⁾ Les «travailleurs découragés» sont des personnes qui désirent travailler mais qui ne sont plus dans la population active et pensent que, pour diverses raisons, il n'y a pas d'emploi disponible pour elles. OCDE, Base de données sur l'emploi: www.oecd.org/els/emp/onlineoecdemploymentdatabase.htm

⁽⁵⁾ Cinquième enquête européenne sur les conditions de travail (EWCS) 2010: www.eurofound.europa.eu/surveys/european-working-conditions-surveys/fifth-european-working-conditions-survey-2010.

- (b) mesures préventives destinées aux jeunes décrocheurs, aux NEET (jeunes ne travaillant pas et ne suivant ni études ni formation) et aux groupes défavorisés.

Une analyse typologique a permis de classer les pays européens en cinq groupes, en fonction de leur approche politique vis-à-vis des adultes ayant un faible niveau de compétences/qualification:

- (a) mesures correctives: pays affichant des taux élevés de dépenses dans les politiques du marché du travail, en particulier la formation, la création directe d'emplois et l'aide au revenu. En outre, ces pays réglementent fortement les marchés des produits et du travail et mettent en œuvre des politiques actives et croissantes d'équilibre entre vie professionnelle et vie privée;
- (b) politiques libérales: pays où les marchés sont le moins réglementés, avec une forte participation des adultes à l'apprentissage tout au long de la vie. Malgré une augmentation ces dernières années, les dépenses consacrées aux politiques du marché du travail demeurent faibles, exception faite de la création directe d'emplois;
- (c) politiques préventives: pays soutenant fortement l'éducation et l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, avec un niveau de dépenses consacrées aux politiques du marché du travail supérieur à la moyenne de l'UE. Les indicateurs de réglementation des marchés se situent dans la moyenne de l'UE, tandis que le taux de syndicalisation et la présence syndicale sont les plus forts d'Europe;
- (d) politiques de réglementation et investissements moindres dans l'éducation et la formation: pays où la réglementation des marchés de produits et du travail est le plus rigoureuse. Par rapport à la moyenne de l'UE, ces pays affichent des niveaux inférieurs de dépenses dans les politiques du marché du travail, les politiques d'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, l'éducation et encore plus la formation, ainsi que des taux inférieurs de participation des adultes à l'apprentissage tout au long de la vie;
- (e) politiques mixtes: pays affichant les plus faibles niveaux de dépenses dans les politiques actives du marché du travail, l'éducation, le système formel de garde d'enfants et l'aide au revenu. Le degré de réglementation des marchés de produits et du travail se situe dans la moyenne européenne, tandis que la présence syndicale

et le taux de syndicalisation sont les plus faibles d'Europe.

Cette analyse typologique met en évidence que, au-delà de leur effet purement préventif, les politiques préventives contribuent à accroître la participation au marché du travail et à améliorer les conditions de vie des adultes peu qualifiés. Malgré une incidence de population peu qualifiée extrêmement contrastée, les pays appartenant aux groupes «politiques mixtes» et «politiques de réglementation» présentent des tableaux négatifs similaires en termes de situation sur le marché du travail et de conditions de vie des adultes peu qualifiés: dans l'un et l'autre groupes, les écarts entre les taux d'emploi en fonction des compétences sont élevés, ces taux étant les plus faibles parmi les adultes peu qualifiés, lesquels sont par ailleurs très exposés au risque (croissant) de pauvreté. L'analyse typologique indique également que les niveaux élevés de dépenses consacrées aux politiques du marché du travail dans le groupe «politiques correctives» peuvent contrer les effets négatifs du faible niveau de compétences. Les pays appartenant au groupe «politiques libérales», où le taux de participation des adultes à l'apprentissage tout au long de la vie est élevé mais dont les dépenses en matière de politiques du marché du travail sont inférieures à la moyenne de l'UE, comptent généralement une faible proportion d'adultes peu qualifiés mais une forte proportion d'adultes ayant de faibles compétences en numératie.

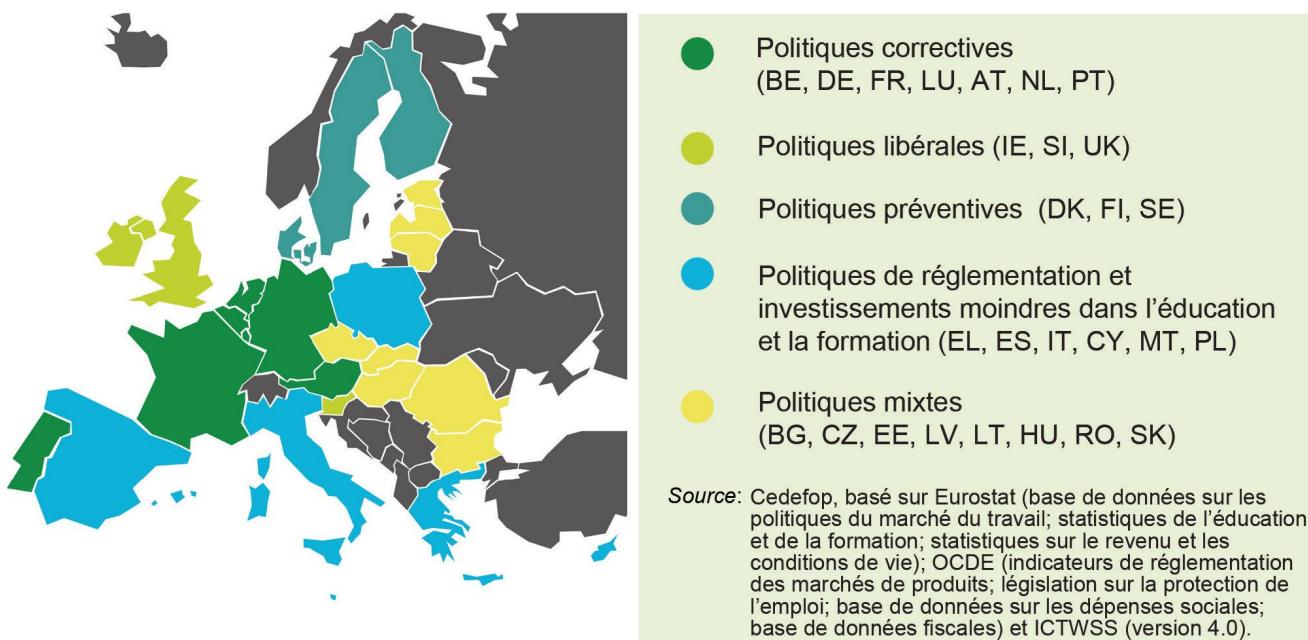
ADULTES PEU QUALIFIÉS DANS L'UE: CARACTÉRISTIQUES, DÉTERMINANTS ET FACTEURS DE RISQUE

A lors que les tendances futures indiquent que la proportion d'adultes peu qualifiés continuera de diminuer, les tendances actuelles montrent que les personnes peu qualifiées sont particulièrement défavorisées et vulnérables sur le marché du travail. Les interventions politiques efficaces en la matière exigent une compréhension claire des profils des personnes peu qualifiées et des facteurs de risque.

CARACTÉRISTIQUES DES PERSONNES PEU QUALIFIÉES

Les résultats d'une analyse de régression cumulée des données du PIAAC indiquent que le faible niveau de compétences cognitives est corrélé à un faible niveau d'éducation, un manque d'expérience professionnelle et des périodes de chômage et d'inactivité.

Figure 1. Pays européens par groupe, en fonction de leur approche politique



Le faible niveau de compétences cognitives est également corrélé à un milieu défavorisé, en particulier à l'origine immigrante (bien que le degré de cette corrélation varie fortement entre pays et au sein d'un même pays, ainsi qu'entre les différents groupes d'âge). Le niveau d'éducation des parents influe aussi sur la maîtrise des compétences cognitives (persistance intergénérationnelle).

Figure 2. Caractéristiques des personnes peu qualifiées, déterminants et facteurs de risque



Source: Cedefop.

DÉTERMINANTS DU FAIBLE NIVEAU DE COMPÉTENCES

Les résultats d'une analyse par décomposition de la variance indiquent que la plupart des différences observées en matière de compétences cognitives s'expliquent par le niveau d'éducation formelle atteint et par la fréquence dans l'utilisation des compétences de traitement de l'information dans la vie quotidienne (lecture, écriture, calcul). Les caractéristiques personnelles (sexe, âge, statut de migrant, langue parlée) et, tout particulièrement, le contexte familial (statut de migrant, niveau d'éducation des parents) jouent aussi un rôle important dans ces différences. Dans une moindre mesure, la variance des compétences cognitives s'explique aussi par le maintien de liens avec le marché du travail et les antécédents de participation à la formation.

S'agissant des adultes en emploi, outre ces variables individuelles et en termes de capital humain, les caractéristiques du poste occupé constituent un autre déterminant potentiel du faible niveau de compétences cognitives. Les résultats d'une analyse de régression par la méthode MCO (des moindres carrés ordinaires) portant sur les adultes en emploi confirment les liens étroits entre niveau de compétences cognitives et type d'emploi occupé, ainsi que les liens positifs entre expérience professionnelle et degré de maîtrise des compétences en numération⁽⁶⁾. Les effets de l'expérience professionnelle sur les

compétences cognitives sont plus marqués chez les travailleurs seniors, probablement en raison du biais d'autosélection.

FACTEURS PRÉDICTIFS DU FAIBLE NIVEAU DE COMPÉTENCES

Les résultats d'une analyse de régression par la méthode des probits⁽⁷⁾ concernant les compétences en numération⁽⁸⁾ corroborent ceux de l'analyse des caractéristiques et déterminants des faibles niveaux de compétences. La probabilité d'un faible niveau de compétences est fortement corrélée au niveau d'éducation de l'individu et au contexte parental. L'origine immigrante semble jouer un rôle important dans la probabilité d'une faible maîtrise des compétences cognitives.

Une forte corrélation est également observée entre expérience professionnelle et probabilité de faible niveau de compétences en numération: cette probabilité est plus élevée parmi les individus qui n'ont jamais travaillé et ceux qui ont connu des périodes de chômage ou d'inactivité.

CONSÉQUENCES DU FAIBLE NIVEAU DE COMPÉTENCES

Le fait que l'éducation et un niveau plus élevé de compétences procurent une large gamme de bénéfices pour les individus (et leur famille), les employeurs, la société et l'économie dans son ensemble fait l'objet d'un large consensus dans la littérature. Au-delà des effets bénéfiques sur l'employabilité et le niveau de salaire des individus, ainsi que sur la productivité et la croissance pour l'ensemble de l'économie, un récent champ d'analyse s'intéresse aux bénéfices sociaux et non marchands de l'éducation et des compétences, comme le meilleur état de santé, l'engagement social et civique et le recul de la criminalité.

La figure 3 montre les différentes dimensions des bénéfices découlant d'une élévation des niveaux de compétences. Si, à l'échelon individuel, l'éducation peut fortement contribuer à la réussite sur le marché du travail, elle peut aussi améliorer le degré de satisfaction, le bien-être et l'état de santé. Un plus haut niveau de compétences est aussi corrélé à une moindre criminalité et favorise la confiance, l'engagement civique, la citoyenneté active et l'insertion sociale. L'investissement dans le capital humain a aussi une incidence sur la «croissance schumpétérienne»: un pays qui investit dans l'éducation se dote d'une population plus qualifiée et compétente, à même de produire et d'adopter

de nouvelles idées qui stimulent l'innovation et le progrès technologique.

Figure 3. Bénéfices procurés par une élévation des niveaux de compétences



Source: Cedefop.

Tous ces bénéfices sont interdépendants et transversaux aux quatre dimensions. Par exemple, le renforcement de l'employabilité et le retour sur investissement se traduisent par une augmentation des recettes fiscales de l'État et une baisse des dépenses publiques liées aux prestations sociales, comme l'aide au revenu. L'éducation procure non seulement des bénéfices privés mais aussi d'importants bénéfices pour les économies et les sociétés.

COÛTS ET BÉNÉFICES DU RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES

L'étude du Cedefop avait pour finalité de mesurer, en termes monétaires, les bénéfices individuels et sociaux d'une élévation plus rapide des niveaux de compétences dans les États membres, par rapport à la tendance actuelle. Elle s'appuie sur les données empiriques relatives aux 28 États membres de l'UE et – lorsque ces données ne sont pas disponibles – sur les résultats de la littérature de recherche concernant l'impact des compétences sur

⁽⁶⁾ L'analyse donne des résultats similaires concernant la littératie.

⁽⁷⁾ Cette analyse utilise des prédictions ajustées en valeurs moyennes et des prédictions ajustées en valeurs représentatives.

⁽⁸⁾ Ce volet de l'analyse se concentre et présente des résultats sur les compétences en numération, dès lors que les scores en littératie et numération sont fortement corrélés (coefficients 0,86) et produisent des résultats similaires.

les principales variables socio-économiques. À partir d'approches méthodologiques éprouvées, elle établit des estimations à la fois microéconomiques (coûts et bénéfices pour les agents individuels comme les ménages, les entreprises et le secteur public) et macroéconomiques (incidences sur l'économie dans son ensemble). Ces deux dimensions ont leurs avantages et leurs limites.

Conformément aux principes standards, l'analyse microéconomique pose comme hypothèse que le salaire correspond à la productivité marginale et qu'il intègre donc le rendement de l'éducation/la formation. Dès lors, les coûts et bénéfices non individuels, tels que les externalités et les effets d'entraînement, ne sont pas pris en compte dans l'agrégation des résultats microéconomiques de l'éducation/la formation sans hypothèses supplémentaires. Dans le même temps, l'hypothèse implicite d'un rendement constant de l'investissement dans les compétences n'est pas réaliste, dès lors qu'elle ne prend en compte ni les pertes sèches, ni les effets de substitution et de déplacement.

Cela étant, les approches macroéconomiques ont aussi leurs limites, en premier lieu parce qu'elles excluent les valeurs non marchandes et les effets distributifs que les estimations basées sur les comptes nationaux ne peuvent intégrer. En outre, les données disponibles pour l'estimation au cours de la période de référence de la présente étude, qui comporte une récession économique sans précédent, réduit la capacité des modèles à mesurer pleinement le rôle des effets d'entraînement et des externalités découlant des investissements publics dans le capital humain.

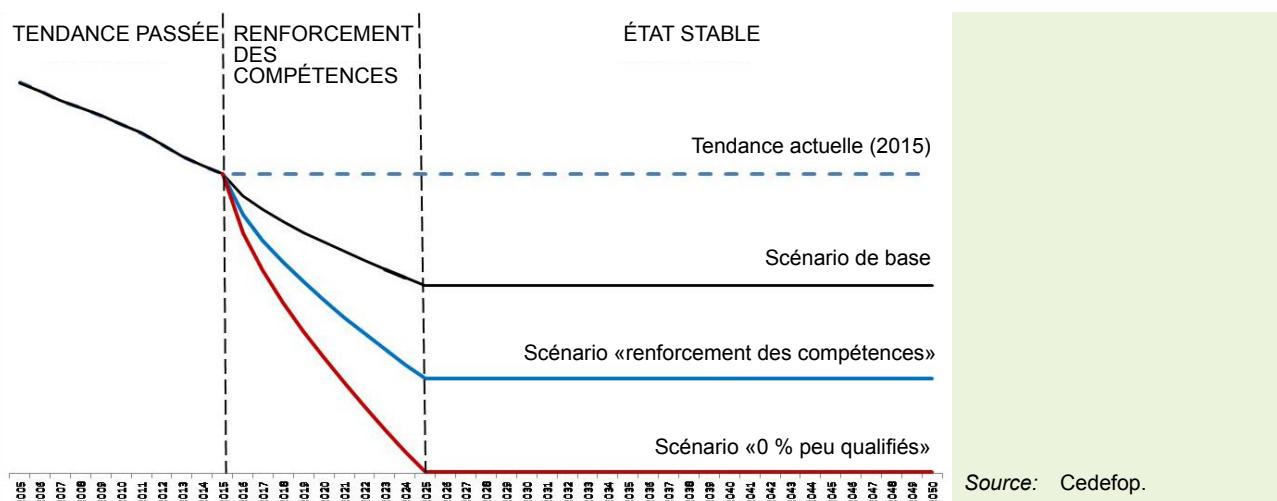
Encadré 1. Scénarios utilisés pour calculer les bénéfices nets du renforcement des compétences

Scénario de base (de continuité): l'hypothèse est que la population des 15-54 ans observée en 2015 atteindra l'âge des cohortes adultes principales (25-64 ans) en 2025 et ressentira les effets de la tendance passée de recul du faible niveau de compétences, pour atteindre progressivement 14,7 % d'adultes peu qualifiés d'ici à 2025. Cet objectif se fonde sur les scénarios de prévisions des compétences du Cedefop.

Scénario de renforcement des compétences: l'hypothèse est celle d'une accélération du recul de la proportion d'adultes peu qualifiés, qui ne serait plus que de 7,4 % en 2025 (soit la moitié environ de l'objectif de base). Une hypothèse supplémentaire est que ce recul serait plus marqué parmi les jeunes et progressivement plus faible parmi les cohortes plus âgées. Ce scénario est ambitieux, dès lors qu'il suppose qu'il est possible de multiplier par deux le recul actuellement observé, mais pas impossible si l'on considère que la proportion de quelque 10 % de population peu qualifiée est déjà une réalité dans plusieurs États membres.

Scénario d'hypothèse haute de «0 % peu qualifiés»: l'hypothèse est qu'à l'horizon 2025, la proportion d'adultes peu qualifiés aura totalement disparu. Ce scénario est hautement irréaliste, au regard de l'investissement massif (et difficile à pérenniser) que cela exigerait dans les structures et politiques d'apprentissage des adultes. Pour autant, il a été établi en raison de l'intérêt qu'il présente en tant qu'élément de référence pour l'analyse.

Figure 4. Scénarios utilisés pour calculer les bénéfices nets d'un renforcement des compétences



Approche microéconomique: bénéfices économiques nets agrégés du recul de la proportion d'adultes peu qualifiés à l'horizon 2025

La première étape de l'approche microéconomique consiste à établir une série d'estimations des coûts et bénéfices de la réduction de la proportion d'adultes ayant un faible niveau de compétences/qualification pour les divers agents:

- (a) individus/ménages (gains de salaire, coût du renforcement des compétences, plus forte probabilité d'emploi, meilleur état de santé, moindre risque de criminalité);
- (b) employeurs/entreprises (gains de productivité et de rendement du capital investi, moins d'arrêts de production dus au manque de personnel qualifié, économies sur les coûts de recrutement);
- (c) secteur public/recettes fiscales (augmentation du taux d'activité et baisse du taux de chômage, diminution des prestations sociales de chômage et d'inactivité, réduction des dépenses publiques consacrées aux politiques actives du marché du travail, coûts publics du renforcement des compétences, effets sur les recettes fiscales, les dépenses de santé, les systèmes judiciaires et d'assistance sociale).

Le tableau 1 présente une agrégation des coûts et bénéfices pour ces divers agents découlant du renforcement des compétences de la population peu qualifiée, tous âges confondus. Les principales composantes de ces coûts et bénéfices sont considérées en comparant les scénarios «renforcement des compétences» et «0 % peu

qualifiés» au scénario de base, en supposant que l'objectif de diminution de la proportion d'adultes ayant un faible niveau de compétences/qualification sera atteint en 10 ans (2015-25).

Tableau 1.

Couts et bénéfices agrégés pour les divers agents: scénarios 2015-25 (en millions d'euros)

Principales composantes		Scénario «renforcement des compétences» (7,4 %)	Scénario «0 % peu qualifiés»
(+)	Revenu global net	903 618	1 614 877
(-)	Coûts d'opportunité (manque à gagner)	287 936	453 946
Bénéfices nets (~valeur ajoutée brute)		615 682	1 160 932
(+)	Excédent/rémunération	523 330	986 792
Bénéfices nets, excédent inclus		1 139 012	2 147 724
(-)	Dépenses publiques nettes	156 267	345 010
(+)	Bénéfices économiques en termes de santé et de recul de la criminalité	1 030 044	1 725 841
Total des bénéfices nets (+/-)		2 012 789	3 528 554

NB: Tous les montants sont exprimés en valeur actuelle nette. La valeur ajoutée brute totale est calculée en tant que différence entre hausse du revenu global et coûts d'opportunité (manque à gagner).

Total des gains bruts: gains découlant de l'obtention d'une certification de niveau 3 de la CITE par rapport à une certification de niveaux 0 à 2 de la CITE, y compris hausses des salaires et du taux d'emploi (estimations microéconomiques appliquées pour évaluer les gains de revenus à l'échelle d'une vie découlant du renforcement des compétences des adultes peu qualifiés). Coûts d'opportunité de l'investissement dans l'éducation/la formation: manque à gagner cumulé durant la période d'éducation/ de formation nécessaire pour l'obtention d'une certification de niveau 3 de la CITE (sur la base des observations empiriques de la durée nécessaire pour l'obtention d'une certification de ce niveau dans l'Europe des Vingt-huit).

Ratio excédent/rémunération: valeur ajoutée créée durant le processus de production qui rémunère le capital et le travail des employeurs plus généralement (sur la base des données d'Eurostat sur les composantes du revenu dans le PIB).

Bénéfices en termes de santé et de recul de la criminalité: bénéfices pour les individus découlant des effets positifs de l'éducation sur la santé et la baisse de la criminalité (estimations basées sur: différentiels QALY entre adultes ayant un faible niveau de compétences/qualification et adultes diplômés du secondaire supérieur; données de la littérature sur les bénéfices en termes de recul de la criminalité).

Dépenses/économies publiques globales: effets sur le budget public (hors recettes fiscales générées par les hausses de salaires et du taux d'emploi) liés aux dépenses publiques d'éducation/de formation et aux économies réalisées en termes de prestations d'inactivité.

Source: estimations du Cedefop, basées sur EU-SILC (statistiques communautaires sur le revenu et les conditions de vie).

Les résultats de l'analyse microéconomique montrent une hausse importante des gains bruts, y compris des recettes fiscales, ainsi que des effets positifs notables pour les individus en termes de santé et de recul de la criminalité. Les bénéfices économiques nets globaux générés, au cours des 10 années considérées, par la diminution de la proportion de population peu qualifiée, en valeur actuelle totale, sont estimés à 2 013 milliards d'euros (soit quelque 200 milliards d'euros en valeur annuelle moyenne) dans le scénario «renforcement des compétences» et à 3 529 milliards d'euros dans le scénario «0 % peu qualifiés» (soit quelque 350 milliards d'euros en valeur annuelle moyenne).

Approche macroéconomique: impact à long terme sur la croissance stable du PIB en 2025-50

Pour mesurer l'impact potentiel à long terme d'une diminution de la proportion d'adultes peu qualifiés, un exercice d'évaluation a été conduit en utilisant une approche macroéconomique. Cette méthode permet d'établir diverses estimations des coûts pour l'économie européenne des faibles niveaux de compétences, en considérant les niveaux de compétences et les mesures de résultats macroéconomiques plutôt qu'en agrégeant les gains individuels.

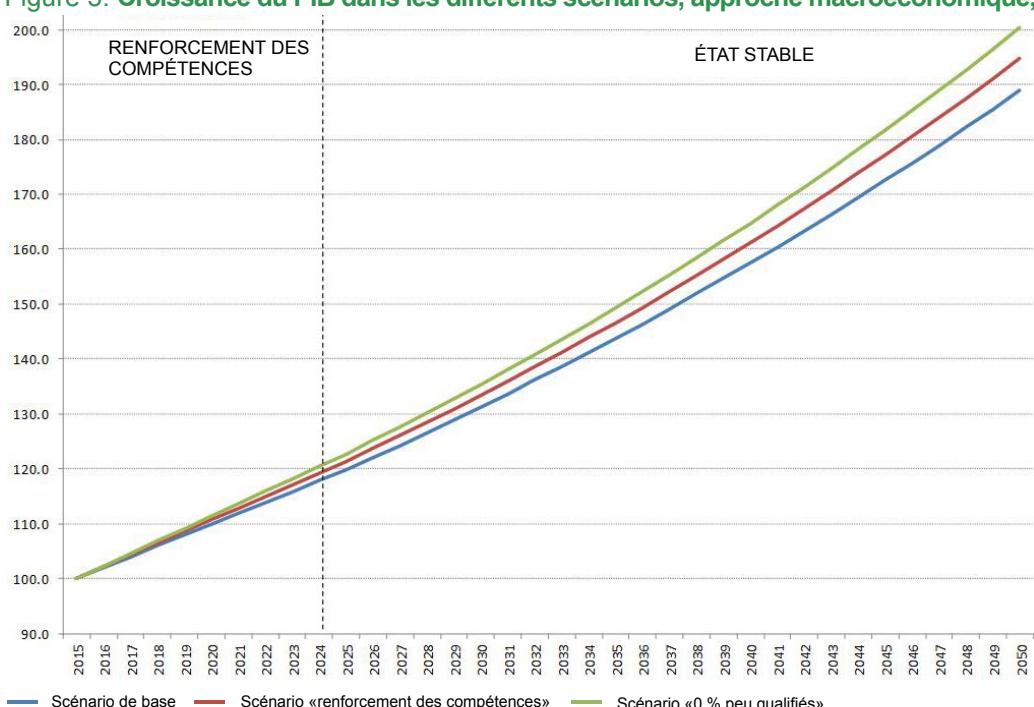
Pour mesurer l'impact des compétences, la meilleure

méthode est d'évaluer quantitativement la croissance de production perdue en raison des faibles niveaux de compétences, en utilisant des modèles qui expliquent la croissance du PIB par habitant à partir des facteurs de production et d'autres variables relatives aux résultats macroéconomiques (économies réalisées, dépréciation du capital, croissance démographique, taux d'activité). Si les comparaisons transnationales ont l'avantage de rendre compte des externalités non prises en compte par l'approche microéconomique, le PIB par habitant ne reflète pas pleinement la valeur des compétences pour la société, dès lors que cette valeur inclut des aspects supplémentaires, souvent intangibles, comme les externalités, les effets distributifs et autres déterminants importants du bien-être social.

La spécification empirique de ce modèle associe les données d'Eurostat sur les qualifications des 25-65 ans à d'autres agrégats macroéconomiques de la base de données AMECO et de la base de données économiques globales («*total economy database*») du Conference Board pour les 28 États membres de l'UE.

Les résultats de la régression des données de panel montrent qu'une diminution de 10 % dans le long terme de la proportion d'adultes peu qualifiés (niveaux 0 à 2 de la CITE) se traduirait par une hausse de 0,1 % du taux de croissance à long terme du PIB par habitant.

Figure 5. Croissance du PIB dans les différents scénarios, approche macroéconomique, 2025-50



Source: Estimations du Cedefop, à partir des données d'Eurostat (agrégation personnalisée des résultats de l'enquête sur les forces de travail); base de données macroéconomiques annuelles (AMECO) et total economy database (Conference Board).

Nos scénarios (encadré 1) reposent sur l'hypothèse d'une proportion d'adultes peu qualifiés parvenue à un état stable, sans variation supplémentaire, à compter de 2025 et l'impact du taux de croissance stable du PIB par habitant se fonde sur ce modèle⁽⁹⁾.

Si l'on applique le taux de croissance stable au PIB par habitant de 2015, on obtient le PIB par habitant attendu en 2025 dans les deux scénarios «renforcement des compétences» et «0 % peu qualifiés». Dans le scénario «renforcement des compétences», au bout de 25 ans, le PIB par habitant serait de 52 909 euros, contre 52 007 euros dans le scénario de base; si l'on estime à 15 millions l'accroissement démographique d'ici à 2050 dans l'Europe des Vingt-huit, le PIB annuel à long terme serait supérieur de quelque 480 milliards d'euros

à celui du scénario de base. Selon cette même approche, dans le scénario «0 % peu qualifiés», le différentiel du PIB annuel à long terme serait d'environ 965 milliards d'euros en 2050.

Au cours des 25 années de la période de référence (2025-50), la croissance du PIB annuel due au recul de la proportion d'adultes peu qualifiés, selon les objectifs fixés dans les scénarios «renforcement des compétences» et «0 % peu qualifiés», dépasserait respectivement 200 milliards et 410 milliards d'euros.

⁽⁹⁾ Dans les deux scénarios, l'hypothèse est que la réduction de la proportion d'adultes peu qualifiés se traduit par une augmentation similaire de la proportion d'adultes ayant un niveau d'éducation 3 ou 4 de la CITE (sans impact sur les niveaux 5 et 6 de la CITE).